

# Cautionnement financier prévu à l'article 24

## Formulaire 12

### Loi sur le privilège des réparateurs et des entreposeurs

La caution (cautionnement n° \_\_\_\_\_) est \_\_\_\_\_, un assureur titulaire d'un permis délivré en vertu de la *Loi sur les assurances* qui l'autorise à faire souscrire de l'assurance de cautionnement.

Le débiteur du présent cautionnement est \_\_\_\_\_, le requérant aux termes de l'article 24 de la Loi.

Le créancier du présent cautionnement est \_\_\_\_\_, l'intimé dans la requête présentée en vertu de l'article 24 de la Loi.

Le présent cautionnement constitue une garantie remplaçant l'objet ou les objets conformément à la Loi.

La caution et le débiteur s'engagent solidairement, avec leurs héritiers, leurs exécuteurs testamentaires, leurs administrateurs, leurs successeurs et leurs ayants droit, à satisfaire aux obligations suivantes envers le créancier :

1. Au plus tard trente jours après la date du jugement ou de l'ordonnance, le débiteur verse au créancier qui a prouvé l'existence d'un privilège, la somme due au créancier par le débiteur, fixée par le tribunal en vertu de la Loi, sauf si le jugement ou l'ordonnance fait l'objet d'un appel, auquel cas le paiement n'est exigé qu'au règlement définitif de tous les appels. Si le débiteur, après le règlement définitif, verse au créancier la somme due fixée par le tribunal, le présent cautionnement devient nul et non avenu.
2. En cas de défaut de paiement de la part du débiteur, la caution verse au créancier la somme que le débiteur doit à celui-ci.  
La responsabilité financière de la caution se limite à \_\_\_\_\_\$.

Le présent cautionnement est assorti des conditions suivantes :

1. Le créancier ne doit présenter de demande à l'égard de la caution que si le débiteur ne s'acquitte pas des obligations stipulées dans le cautionnement.
2. Le créancier introduit une action en recouvrement de la somme réclamée au débiteur dans les quatre-vingt-dix jours suivant la remise de l'objet ou des objets au débiteur ou leur saisie par le shérif ou l'huissier.
3. Avant d'introduire une action contre la caution, le créancier lui donne un avis écrit de trente jours lui faisant part de sa réclamation.
4. La caution est libérée de ses obligations de caution envers le créancier sauf si celui-ci lui a donné un avis écrit lui faisant part de sa réclamation dans l'année suivant le défaut de paiement par le débiteur. Le créancier envoie sa réclamation par courrier recommandé à l'adresse suivante :

\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

5. La caution a droit à la cession des droits qu'a le créancier envers le débiteur, jusqu'à concurrence du paiement qu'elle a effectué.

Signé par le débiteur et la caution, et revêtu de leurs sceaux, le \_\_\_\_\_ 20 \_\_\_\_

Signé et revêtu des sceaux en présence de : \_\_\_\_\_ (sceau)  
\_\_\_\_\_  
(débiteur)

\_\_\_\_\_  
(caution) (sceau)

#### REMARQUE :

Si le débiteur n'est pas une personne morale, sa signature doit être attestée par l'affidavit d'un témoin signataire.